



Ville de Nice

Audit de début de mandat

Synthèse du rapport d'audit financier

Préambule

- ▶ Ce document constitue la synthèse de notre rapport d'audit financier.
- ▶ L'objectif est d'apprécier la santé financière de la commune, ses évolutions récentes, les risques financiers et les perspectives d'évolution à moyen terme.
- ▶ Lorsque nous disposons des informations, nous avons complété les analyses en intégrant les prévisions de réalisations de l'exercice 2008.

Synthèse des éléments marquants

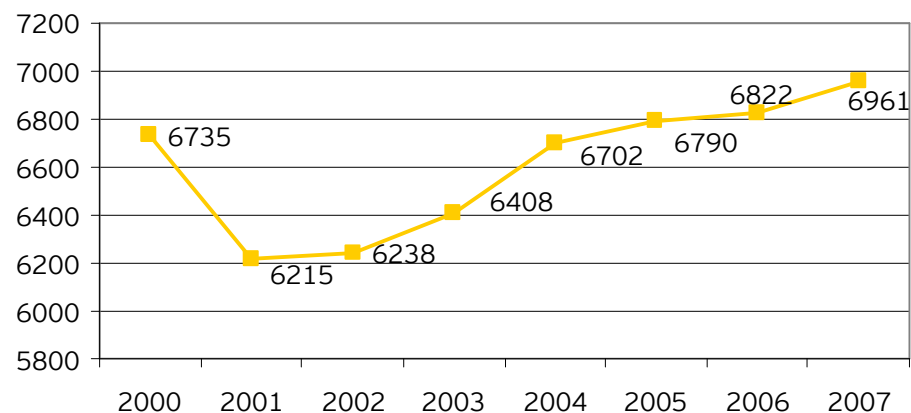
- ▶ Entre 2003 et 2007, les grands équilibres de la commune se sont fortement dégradés, en raison de la conjonction de différents facteurs :
 - ▶ Un transfert de compétences de la Ville à la CANCA, réalisé dans des conditions non optimisées pour la Ville
 - ▶ Les transferts de personnel n'ont pas conduit à une réduction de la masse salariale
 - ▶ Les conditions d'octroi des recettes intercommunales sont défavorables à la Ville
 - ▶ Une maîtrise insuffisante des dépenses de fonctionnement, dans un contexte d'évolution des recettes faible : un effet ciseau impactant fortement les équilibres financiers
 - ▶ Un programme d'investissement très important au regard des capacités financières réelles de la Ville, ayant eu pour conséquence un recours à l'emprunt croissant
- ▶ L'année 2008 s'inscrit dans cette tendance, en raison de la rigidité des dépenses de fonctionnement et du non dynamisme des recettes
- ▶ La situation financière prévisionnelle fin 2008 est donc très dégradée.

Facteurs ayant conduit à dégrader la situation financière de la Ville

Transfert de compétences à la CANCA – *Impact sur les effectifs*

- ▶ Les charges de personnel sont en croissance continue depuis 2003, alors même que cette année est celle où les conséquences de la réduction du périmètre de compétence de la commune auraient dû pleinement joué.
 - ▶ Entre 2000 et 2007, les effectifs ont augmenté. 1000 recrutements ont été effectués malgré un périmètre de compétence diminué :
 - ▶ 800 agents transférés à la CANCA, au SDIS et au Conseil Général dont l'impact financier du transfert a été neutralisé par de nouveaux recrutements,
 - ▶ 200 agents supplémentaires en 2007 par rapport à 2000.

Evolution des effectifs (hors vacataires)
source direction des ressources humaines



- ▶ Trois principaux facteurs expliquent cette évolution défavorable des effectifs et de la masse salariale :
 - ▶ coûts induits par les investissements réalisés depuis 2003 (tramway, conservatoire, etc.)
 - ▶ modalités d'application et de déploiement du dispositif d'ARTT,
 - ▶ le développement des services de la collectivité et la reprise en régie de compétences (politique des territoires, création d'emplois d'agents d'entretien....)

Transferts de compétences à la CANCA – les recettes de la CANCA

- ▶ Au 01.01.2002, la CANCA a adopté le régime de la Taxe Professionnelle Unique. Elle s'est substituée aux communes pour percevoir la taxe professionnelle et verse en contrepartie aux communes une **attribution de compensation** dont le montant est fixe, révisable lors de chaque transfert de compétence. **L'attribution de compensation est la seule recette de la Ville en provenance de la CANCA.**

- ▶ Nice est l'une des très rares grandes Villes membre d'un **Établissement Public de Coopération Intercommunale à TPU (taxe professionnelle unique)** à ne pas percevoir de dotation de solidarité communautaire (DSC).
 - ▶ La commune a perçu pendant cinq années une DSC qui atténuait la perte pour la commune du différentiel entre le coût du service ordures ménagères et le montant de la Taxe d'enlèvement d'ordures ménagères (13 M€ de ressources annuelles). Cette dotation est devenue nulle en 2007.

En K€	CA 2001	CA 2002	CA 2003	CA 2004	CA 2005	CA 2006	CA 2007
TP	78 692	0	0	0	0	0	0
Etat - compensation taxe prof	50 078	17 780	17 780	17 105	15 151	12 599	11 139
dont Attribution de compensation	0	96 429	96 429	102 242	97 705	101 205	98 974
dont dotation de solidarité communautaire	0	13 248	10 636	7 949	5 491	2 745	0
Ressources TP ou AC/DSC	128 770	127 457	124 845	127 296	118 347	116 549	110 113
Evolution		- 1 313	- 3 925	- 1 474	- 10 423	- 12 221	- 18 657

Évolution des dépenses de fonctionnement

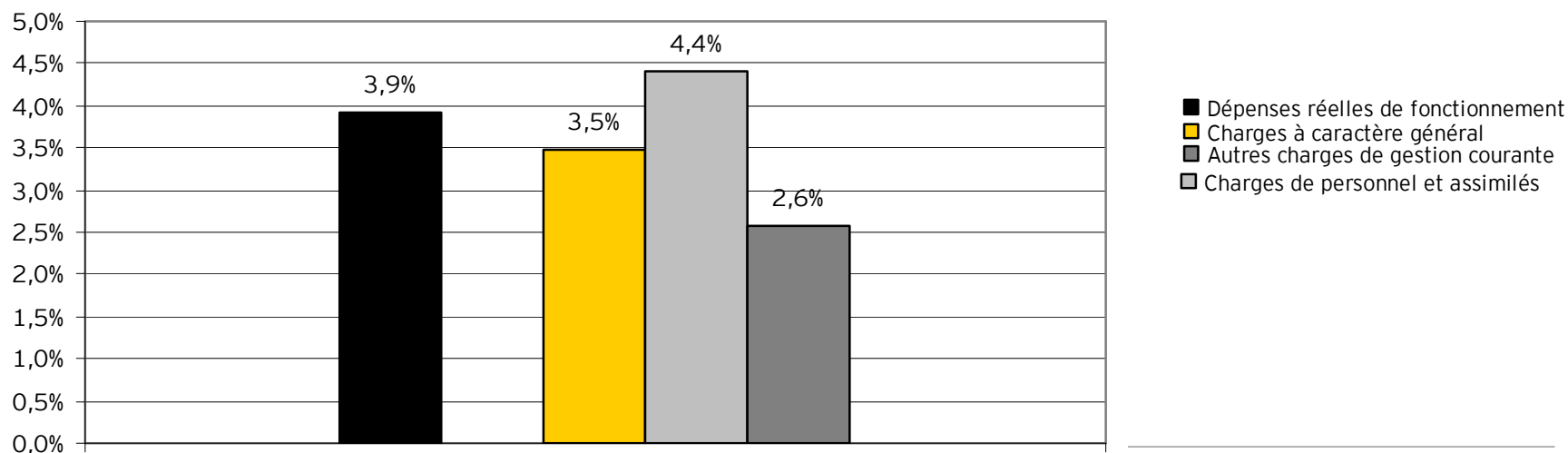
- ▶ Les dépenses de fonctionnement ont augmenté de 15,6% entre 2003 et 2007, soit un rythme moyen annuel de 3,9%, deux fois supérieur à l'inflation.
- ▶ Cette croissance résulte principalement de la hausse des charges de personnel (+ 18,8%), réduisant de fait les marges de manœuvre de la collectivité compte tenu de la rigidité de ce type de dépenses.

Mouvement réels en K€	2003	2004	2005	2006	2007	variation 03-07
Dépenses réelles de fonctionnement	390 943	417 016	432 712	439 667	452 040	15,6%
Charges à caractère général	98 882	109 071	111 515	113 141	113 012	14,3%
Charges de personnel et assimilés	220 835	232 051	244 558	251 454	262 315	18,8%
Autres charges de gestion courante	69 476	75 539	75 728	75 036	76 694	10,4%
Attenuation de produits	1 750	355	911	36	19	-98,9%

Évolution des dépenses de fonctionnement

- ▶ La croissance annuelle des dépenses de personnel est plus importante que celles des autres charges. Sur la période 2003 – 2007, les évolutions des grands postes de charge sont les suivantes :
 - ▶ 4,4 % pour les charges de personnel
 - ▶ 3,5% pour les charges à caractère général,
 - ▶ 2,6% pour les autres charges de gestion courante.
- ▶ Ainsi, comme évoqué précédemment, la Ville n'a pas connu la réduction d'effectifs et de masse salariale dont elle aurait pu bénéficier compte tenu des transferts d'agents à la CANCA, au SDIS et Conseil Général.

Evolution annuelle moyenne des dépenses de fonctionnement 2003 - 2007



Évolution des recettes de fonctionnement

Vue d'ensemble

- ▶ Avec une évolution cumulée de 5 % entre 2003 et 2007, les recettes de fonctionnement ont progressé à un rythme annuel moyen de 1%, soit 2 fois moins que l'inflation et **3 fois moins que l'augmentation annuelle moyenne des dépenses de fonctionnement.**
 - ▶ Avec une évolution de 10% depuis 2003, le produit fiscal est à l'origine de l'essentiel de la croissance des recettes,
 - ▶ La dotation de solidarité communautaire s'éteint en 2007,
 - ▶ Les dotations et subventions n'ont évolué que de 2%, du fait notamment de la faible dynamique des dotations d'Etat.
- ▶ Les impôts et taxes représentent 63% des ressources de la commune (dont 36% au titre des taxes ménages et 18% pour l'attribution de compensation), les dotations et subventions près de 30%.

Mouvements réels en K€	2003	2004	2005	2006	2007	Variation 03-07 en %	Structure de recettes en %
Produits des services	23 888	23 675	22 387	22 360	22 089	-8%	4%
Impôts et taxes	324 427	334 907	334 224	344 617	348 032	7%	63%
<i>dont contributions directes</i>	182492	185532	190925	196925	200144	10%	36%
<i>dont attribution de compensation</i>	96429	102242	97705	101205	98974	3%	18%
<i>dont DSC (dotation de solidarité communautaire)</i>	10636	7949	5491	2745	0	-100%	0%
Dotation et subventions	154 221	154 888	161 361	156 780	157 898	2%	29%
Autres	19 018	27 465	15 823	27 447	21 022	11%	4%
RRF	521 554	540 935	533 795	551 204	549 042	5%	100%

En 2004, les recettes de taxe sur publicité ont été neutralisés, les titres de recettes étant contestés.

Évolution des recettes de fonctionnement

Recettes fiscales

- ▶ Entre 2003 et 2007, les produits de la fiscalité ménage sont à l'origine de l'essentiel de la croissance des recettes. Ils ont toutefois été peu dynamiques, compte tenu d'une stabilité des taux d'imposition et d'une évolution très modérée des bases.

% variation	2003	2004	2005	2006	2007	2008	Ensemble
TH Variation des bases	2,7%	2,9%	3,5%	3,2%	1,7%	2,1%	2,7%
Taux TH	18,58%	18,58%	18,58%	18,58%	18,58%	18,58%	18,58%
TF Variation des bases	3,0%	2,3%	2,6%	2,4%	2,4%	2,7%	2,6%
Taux FB	20,14%	20,14%	20,14%	20,14%	20,14%	20,14%	20,14%

- ▶ Comparativement aux autres villes, la fiscalité ménage de la ville de Nice se caractérise par:
 - ▶ des taux d'imposition plus faibles que la moyenne des villes comparables,
 - ▶ une politique d'abattement portée au maximum des possibilités légales.
 - ▶ Le coefficient de mobilisation fiscale apparaît inférieur à la moyenne des communes de même strate.

Coefficient de mobilisation fiscale	2007
Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal total	0,91
Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal total TH	0,92
Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal total FB	0,91
Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal total FNB	0,92

- ▶ Le coefficient de mobilisation du potentiel fiscal, ou pression fiscale, se définit comme le rapport entre le produit fiscal effectivement levé par la commune et son potentiel fiscal (application des taux moyens nationaux aux bases de la ville). Si le coefficient de mobilisation du potentiel fiscale était de 1, c'est-à-dire si la ville appliquait les taux moyens nationaux des communes de la même strate, la ville bénéficierait de 17M€ de ressources supplémentaires.

Évolution des recettes de fonctionnement

Droits de mutation et recettes des jeux

Droits de mutation

- ▶ Les droits de mutation représentent en 2007 une ressource de 26M€.
- ▶ Les droits de mutation ont augmenté de 12% en moyenne entre 2001 et 2007, générant près de 13M€ de ressources annuelles complémentaires.

En K€	CA 2003	CA 2004	CA 2005	CA 2006	CA 2007	CA 2008	Total
Taxes addi. droits de mutation	15 297	18 121	19 738	22 234	26 183	21 000	122 573
Evolution en K€	1 040	2 824	1 617	2 496	3 949	(5 183)	6 743
Evolution en %	7%	16%	8%	11%	15%	-25%	

- ▶ La crise immobilière devrait entraîner une diminution des droits de mutation perçus. Il existe donc un risque important concernant la pérennité du montant de cette ressource. Selon les informations de la Ville, les montants émis sur la taxe additionnelle aux droits de mutation sont inférieurs à ceux de l'année précédente.

Recettes des jeux de casino

- ▶ Le produit des jeux dans les casinos est également une ressource à risque. Moins dynamique que les droits de mutation sur la période 2003-2008, une contraction de l'ordre de 2 M€ est attendue en 2008. Cette diminution pourrait être plus importante en 2009, l'activité des casinos ayant chuté.

En K€	CA 2003	CA 2004	CA 2005	CA 2006	CA 2007	CA 2008	Total
Prelevement du produit des jeux de casino	7 987	8 975	8 754	9 612	11 295	9 072	55 695
Evolution en K€		988	(221)	858	1 683	(2 223)	1 085

Évolution des recettes de fonctionnement

Dotations d'état

- ▶ L'ensemble des dotations et compensations d'État versées à la Ville de Nice représente 25% des ressources de la commune, soit 138 M€.

En K€	CA 2003	CA 2004	CA 2005	CA 2006	CA 2007	Var. en %
Dotation forfaitaire	95 586	99 666	100 663	101 969	102 837	8%
Dotation solidarité urbaine	2 768	2 910	2 910	1 455	-	-100%
Etat - compensation taxe prof	17 780	17 105	15 151	12 599	11 139	-37%
Etat - compensation taxe fonc	2 549	2 612	2 682	2 768	2 780	9%
Etat- compensation TH	11 758	12 111	12 214	12 396	12 563	7%
Dotations de péréquation	7 168	4 167	4 167	3 763	3 854	-46%
Autres dotations	4 767	4 389	4 931	4 435	4 879	2%
Total principales dotations	142 376	142 960	142 718	139 385	138 052	-3%

- ▶ Entre 2003 et 2007, les dotations et compensation d'État ont diminué de 4 M€ pour la commune, passant de 142 M€ en 2003 à 138 M€ en 2007.
 - ▶ Cette baisse se constate essentiellement à partir de 2005 (réforme de la dotation globale de fonctionnement).
 - ▶ Si l'ensemble des dotations et des compensations avaient suivi l'inflation, le montant global serait de 154 M€, soit 16 M€ de ressources supplémentaires pour la commune.

Maintien des dépenses d'équipement à un niveau élevé

- ▶ Sur la période d'étude, la dégradation de l'épargne de gestion est continue à l'exception de l'année 2005. Cette dégradation s'explique par :
 - ▶ des baisses de recettes significatives sur trois des cinq exercices étudiés. Au total les recettes ne progressent que de 14 M€,
 - ▶ une hausse continue des dépenses qui s'élèvent au global à 73 M€,

Cet effet ciseau a dégradé l'épargne de gestion à hauteur de 59 M€, obérant ainsi les marges de manœuvre pour les exercices à venir.
- ▶ Malgré la diminution de l'épargne de gestion sur la période, la Ville a continué à fortement investir au cours de la période (145 M€ par an en moyenne).
 - ▶ L'effet conjoint de la dégradation des soldes intermédiaires de gestion et d'un rythme soutenu d'investissement a provoqué une augmentation de la dette : l'encours augmente de 35 M€ (9%) sur la période et de 66 M€ depuis 2005.

En K€	2004	2005	2006	2007	CA 2008 estimé	Total
Variation recettes fonctionnement	19 381	(7 140)	17 409	(2 163)	(13 846)	13 642
Variation dépenses de fonctionnement	26 073	15 696	6 955	10 810	13 479	73 013
Variation de l'épargne de gestion	(6 692)	(22 836)	10 454	(12 973)	(27 325)	(59 372)
Dépenses d'équipement	147 672	160 619	153 875	152 901	110 000	725 067
Variation de l'encours de dette	(31 000)	7 000	8 000	30 000	21 930	35 930

Impact sur la situation financière en fin de période

Évolution des équilibres financiers

Vue d'ensemble

- ▶ La période 2003-2007 est marquée par une forte dégradation des soldes intermédiaires de gestion (cf annexe, définition des termes d'analyse financière)
 - ▶ L'épargne de gestion a diminué de 30 M€
 - ▶ Le rapport entre l'épargne brute et recettes réelles de fonctionnement (capacité d'autofinancement brute) diminue de 10 points entre 2003 et 2007.

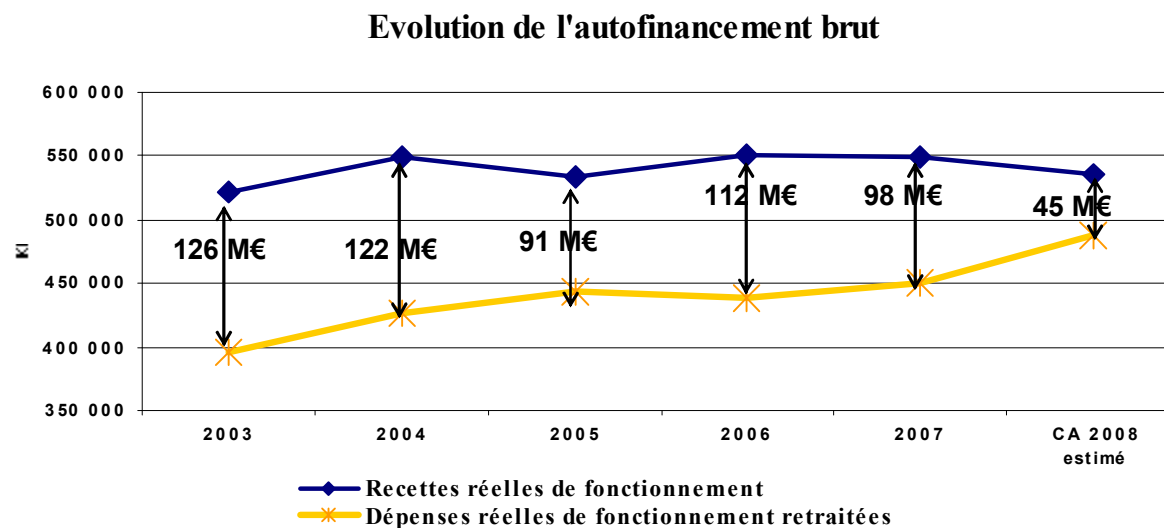
- ▶ Ces tendances se poursuivent en 2008. Les charges augmentant à un rythme plus rapide que les recettes. Cette tendance est aggravée par le retournement de la conjoncture.
 - ▶ En 2008, les recettes diminueraient de 3% compte tenu des éléments suivants :
 - ▶ Diminution des concours de la Communauté d'Agglomération - fin du remboursement de la dette des équipements de la CA (-5M€),
 - ▶ baisse des droits de mutation (-5M€)
 - ▶ réduction du produit des jeux (-3M€).
 - ▶ La capacité de désendettement passe de 4,8 années à 7,4 ans. Cette dégradation est limitée par des reprises de provisions.

Libellé	2003	2004	2005	2006	2007	CA 2008 estimé	Variation 03/07	Variation 07/08
<i>Mouvements réels en K€</i>								
Recettes réelles de fonctionnement	521 554	540 935	533 795	551 204	549 042	535 196	5%	-3%
Dépenses réelles de fonctionnement	390 943	417 016	432 712	439 667	450 477	463 956	15%	3%
Epargne de gestion	130 611	123 919	101 083	111 537	98 565	71 239	-25%	-28%
Taux d'épargne brute (CAF/RRF)	24%	21%	17%	19%	14%	10%	-43%	-29%
Taux d'épargne nette (CAF nette/RRF)	9%	12%	5%	8%	4%	1%	-56%	-80%
Capacité de désendettement en années	2,8	2,8	3,6	3,3	4,8	7,4	73%	53%
Encours de la dette	352 000	321 000	328 000	336 000	366 000	387 930	4%	6%

Évolution des équilibres financiers

Vue d'ensemble

- ▶ La dégradation de l'épargne de gestion matérialisée par le graphique est la conséquence :
 - ▶ D'une dynamique des dépenses régulière,
 - ▶ D'une très faible augmentation des recettes de fonctionnement.



Évolution des équilibres financiers

Impact des cessions d'actif

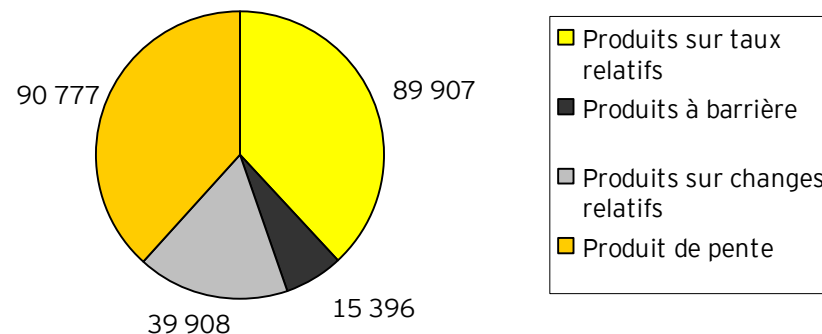
- ▶ Des cessions d'actifs ont eu un impact significatif sur les soldes intermédiaires de gestion. Ces recettes ont par nature un caractère non récurrent.
- ▶ Afin de donner une vision normative de l'évolution de la situation financière de la période, ces produits exceptionnels ont été retraités dans le tableau ci-dessous. Les provisions. La situation financière apparaît alors dégradée :
 - ▶ Épargne nette de 10 M€ en 2007, négative en 2008,
 - ▶ Capacité de désendettement proche de 6 années en 2007 et 10 années en 2008.

Libellé	2003	2004	2005	2006	2007	CA 2008
<i>Mouvements réels en K€</i>						
Résultat exceptionnel retraité	6 784	(5 374)	(4 991)	598	4 193	(16 052)
<i>Cessions actifs neutralisés</i>	6 432	10 216	7 302	10 087	8 976	11 219
<i>Variation des provisions</i>				(10 068)	(21 896)	4 953
Épargne brute	119 679	112 421	83 301	92 034	67 015	41 334
Taux d'épargne brute (CAF/RRF)	23%	20%	16%	17%	12%	8%
Remboursement du capital	81 589	47 228	61 353	57 279	55 473	48 636
Épargne nette	38 090	65 193	21 948	34 755	11 542	(7 302)
Taux d'épargne nette (CAF nette/RRF)	7%	12%	4%	6%	2%	-1%
Capacité de désendettement en années	2,9	2,9	3,9	3,7	5,5	9,4

Évolution des équilibres financiers – *Les risques identifiés : coût de la dette et litiges*

- ▶ L'encours de dette comporte des produits variables et des produits dérivés :
 - ▶ Qui ont permis de maintenir le coût de la dette en 2007 à un niveau compétitif de 3,75% (taux moyen pondéré).
 - ▶ Le contexte financier actuel a eu de forts impacts sur les charges financières (hausse estimée de 40 % des intérêts de la dette entre les intérêts payés en 2007 et les intérêts simulés au 11.09.2008).

Encours de dette au 31.12.07 par type de produits



Évolution des équilibres financiers –

Les risques identifiés : les litiges

- ▶ Les litiges de la commune, tous antérieurs à 2008, n'ont pas été entièrement provisionnés.
 - ▶ Le risque global évalué et non provisionné pourrait atteindre près de 68 M€ (montant basé sur les demandes)
 - ▶ Ce risque est susceptible d'impacter les prochains exercices et d'entraîner des décaissements significatifs pour la Ville.
 - ▶ Si ceux-ci avaient l'objet d'une provision à hauteur de :
 - ▶ 50%, il aurait été nécessaire d'augmenter les taux d'impôts ménages de 16%,
 - ▶ 100%, il aurait été nécessaire d'augmenter les taux d'impôts ménages de 32%,

Prospectives financières

Prospectives financières – *Présentation des scenarii*

- ▶ Quatre scénarios ont été réalisés
 - ▶ Premier scénario « au fil de l'eau »
 - ▶ Appréciation des conséquences financière d'un maintien des rythmes actuels de dépenses en fonctionnement et d'investissement.
 - ▶ Deuxième scénario : hausse de la fiscalité et maintien à un niveau élevé des investissements
 - ▶ Évaluation de l'augmentation nécessaire des taux de fiscalité pour préserver les équilibres financiers, avec une fourchette haute de dépenses d'investissements (150 M€ par an).
 - ▶ Troisième scénario : hausse de fiscalité
 - ▶ Évaluation de l'augmentation des taux nécessaire pour préserver les équilibres financiers tout en permettant à la Ville de financer 120 M€ de dépenses d'équipement par an,
 - ▶ Quatrième scénario : hausse de la fiscalité et baisse des investissements
 - ▶ Évaluation de l'augmentation nécessaire des taux de fiscalité pour préserver les équilibres financiers, avec une réduction des dépenses d'investissements à 90 M€ par an.

- ▶ A l'exception du scénario au fil de l'eau, l'encours de dette de la Ville en 2014 doit être comparable à celui de 2008.

Prospectives financières – Hypothèses de la prospective : recettes

- ▶ Pour les recettes de la simulation prospective, des hypothèses ont été établies ressource par ressource. Elles évolueraient, en moyenne, de 1% par an :
 - ▶ le dynamisme des bases fiscales est de 2,5%, dans la continuité des précédents exercices,
 - ▶ Il est contrebalancé par les pertes de recettes sur les droits de mutation et la compensation de taxe professionnelle (-15% pour chacune des recettes).
 - ▶ Les produits de service et de gestion courantes évoluent comme l'inflation (2,5%),
 - ▶ Les autres recettes (dont l'attribution de compensation) n'évoluent pas.
- ▶ Les recettes sont très peu dynamiques entre 2009 et 2011, du fait notamment de la perte des droits de mutation, leur évolution devrait être légèrement supérieure à 1% après 2011.

Libellé	Hypothèse retenue
Recettes réelles de fonctionnement	Variation de 1% en moyenne sur la période
Produits des services	Variation de 2,5% en moyenne par an sur la période
Impôts et taxes	Variation globale de 1,16%
Contributions directes	Hausse de 2,5% des bases TF et TH
Attribution de compensation	Stabilité
Taxe add droits de mut	Baisse de 15% par an jusqu'en 2011 puis stabilité
Autres impôts et taxes	Stabilité
Dotations et subventions	Hausse de 0,39 %
Dotation forfaitaire	Hausse de 1%
Etat - compensation taxe professionnelle	Baisse de 15% par an
Autres produits de gestion courante	Variation de 2,5% en moyenne par an sur la période

Prospectives financières – Hypothèses de la prospective : dépenses

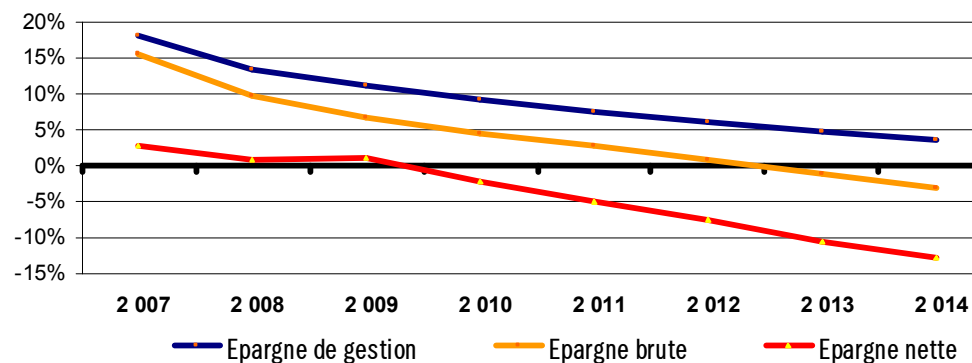
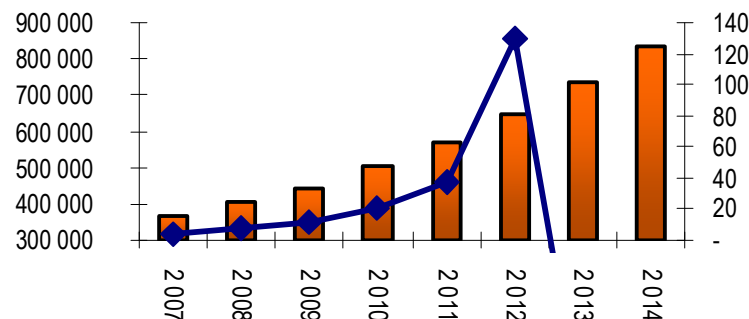
- ▶ Pour les dépenses de fonctionnement, l'évolution moyenne des dépenses serait de 2,83 % (contre 1% pour les recettes) :
 - ▶ Hausse de 2,5% des charges à caractère général et des charges de gestion courante,
 - ▶ Hausse annuelle de 3% des dépenses de personnel.
- ▶ Les dépenses d'investissement sont fixées à 110M€ pour 2008 (taux de réalisation de 65%) et 120 M€ pour les années suivantes dans l'hypothèse au fil de l'eau.
 - ▶ Le montant des dépenses d'équipement constitue une variable des différents scénarios.

Libellé	Hypothèse retenue
Dépenses réelles de fonctionnement (2)	Hausse globale des dépenses de 2,83%
Charges à caractère général	Charges à caractère générale évoluent de 2,5%
Charges de personnel et assimilés	Les charges de personnel augmentent de 3% par an
Autres charges de gestion courante	Charges de gestion courante évoluent de 2,5%
Dépenses d'équipement	Les dépenses d'investissement se montent à 120M€ (montant moyen précédent mandat).

Prospectives financières

Scénario au « fil de l'eau »

Encours de dette en K€ et capacité de désendettement en années

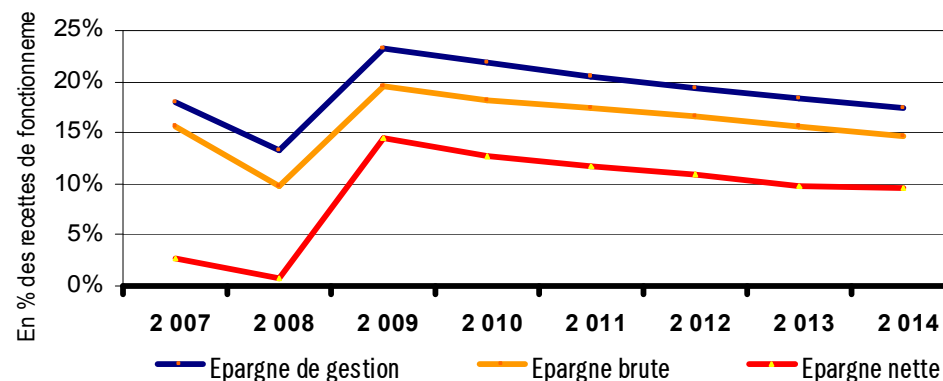
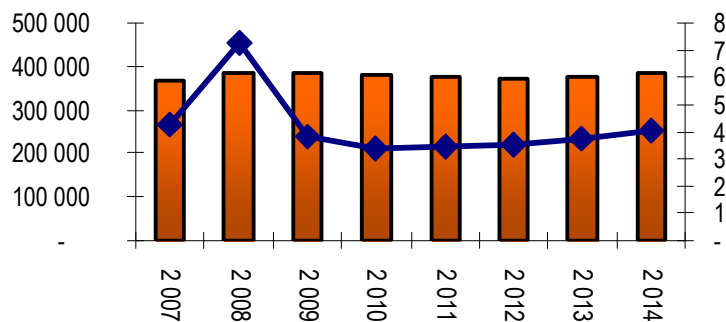


- ▶ Le scénario « au fil de l'eau » fondé sur des dépenses d'équipement de 120 M€ n'est pas viable.
- ▶ Dès 2009, la commune est dans une situation critique. Elle dépasse les niveaux d'alerte en 2010.
- ▶ La dette dépasserait alors les 800 M€ d'encours soit plus de 140% des recettes de fonctionnement.
- ▶ Ce scénario n'est pas réaliste car la ville se serait mise sous tutelle.

En K€	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014
Evolutions recettes	535 196	536 683	540 485	545 021	552 144	559 561	567 258
Evolutions dépenses	463 956	476 903	490 214	503 899	517 970	532 436	547 310
Evolution épargne gestion	71 239	59 780	50 271	41 121	34 174	27 124	19 948
Annuité (solde excep. en 2008)	- 67 323	- 54 455	- 62 921	- 67 719	- 76 159	- 86 588	- 92 591
Epargne brute	52 553	36 327	23 740	15 490	4 994	- 6 190	- 18 095
Epargne nette	3 917	5 324	- 12 650	- 26 598	- 41 985	- 59 464	- 72 643
Evolution de l'encours de dette	36 000	40 829	59 256	66 732	77 228	88 412	100 317
Capacité de désendettement en années	7,6	12,2	21,1	36,7	129,4	- 119	- 46,1

Prospectives financières – scénario à 150 millions de dépenses d'équipement

Encours de dette en K€ et capacité de désendettement en années



- Pour financer 150 M€ de dépenses d'équipement par an entre 2009 et 2014, la commune doit augmenter la fiscalité ménage de 41% en 2009.
- L'encours de dette reste stable en 2014.
- En 2014, la Ville se trouve dans une situation financière équilibrée (capacité de désendettement de 5 années).

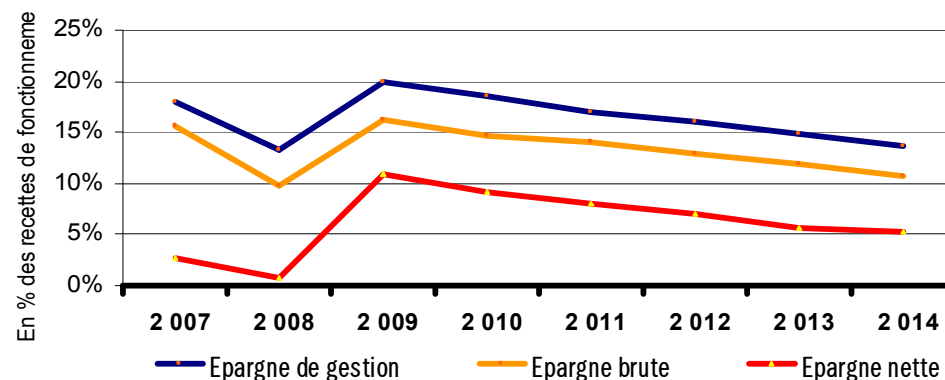
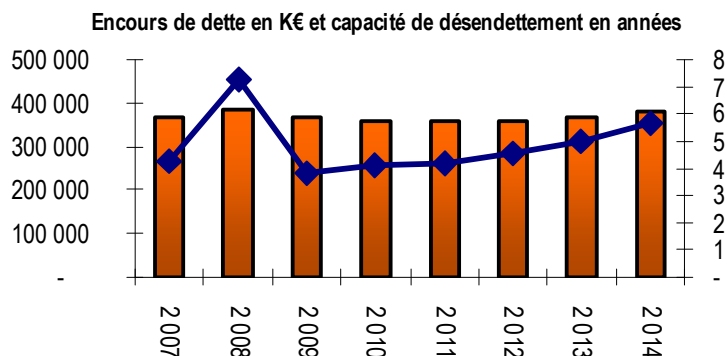
En K€	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Evolutions recettes	535 196	620 793	626 698	633 389	642 721	652 403	662 422
Evolutions dépenses	463 956	476 903	490 214	503 899	517 970	532 436	547 310
Evolution épargne gestion	71 239	123 990	136 484	129 490	124 752	119 967	115 112

Annuité (solde excep. en 2008)	- 67 323	- 53 964	- 58 575	- 56 978	- 57 123	- 58 520	- 54 739
Epargne brute	52 553	100 802	112 284	109 530	105 123	100 437	95 446
Epargne nette	3 917	70 026	77 909	72 512	67 628	61 447	60 373

Evolution de l'encours de dette	17 736	1 853	- 3 788	- 6 453	- 2 046	2 640	7 631
---------------------------------	--------	-------	---------	---------	---------	-------	-------

Capacité de désendettement en années	7,3	3,8	3,4	3,4	3,6	3,7	4,0
--------------------------------------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----

Prospectives financières – scénario à 120 millions de dépenses d'équipement



- Pour financer 120 M€ de dépenses d'équipement par an entre 2009 et 2014, la commune doit augmenter la fiscalité ménage de 29% en 2009.

- L'encours de dette reste stable en 2014.

- En 2014, la Ville se trouve dans une situation financière équilibrée (capacité de désendettement de 6 années).

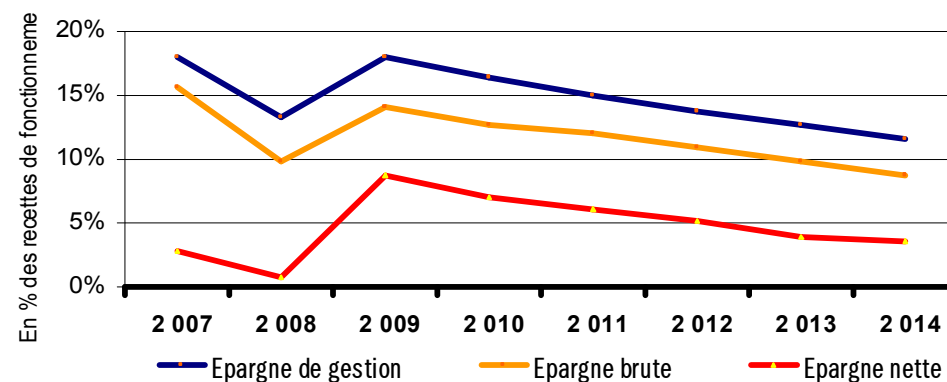
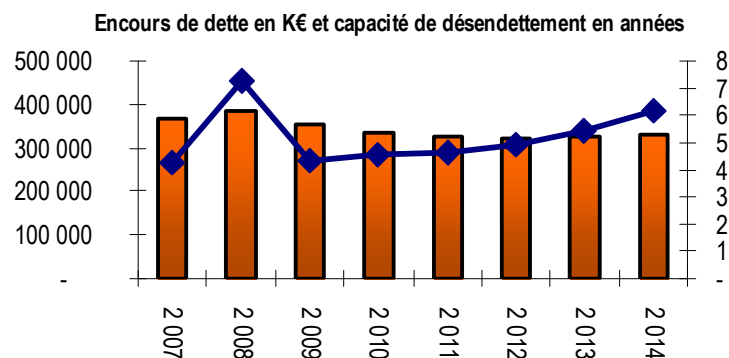
En K€	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014
Evolutions recettes	535 196	594 124	599 362	605 370	614 002	622 965	632 248
Evolutions dépenses	463 956	476 903	490 214	503 899	517 970	532 436	547 310
Evolution épargne gestion	71 239	117 221	109 148	101 471	96 032	90 529	84 938

Annuité (solde excep. en 2008)	- 67 323	- 53 964	- 56 734	- 55 136	- 55 845	- 57 915	- 54 921
Epargne brute	52 553	94 033	85 940	82 459	77 021	71 231	65 059
Epargne nette	3 917	63 257	52 414	46 334	40 186	32 614	30 017

Evolution de l'encours de dette	17 736	- 16 878	- 2 945	- 237	5 200	10 990	17 163
---------------------------------	--------	----------	---------	-------	-------	--------	--------

Capacité de désendettement en année	7,3	3,9	4,2	4,4	4,8	5	6,1
-------------------------------------	-----	-----	-----	-----	-----	---	-----

4. Perspectives financières – scénario à 90 millions de dépenses d'équipement



- Pour financer 90 M€ de dépenses d'équipement par an entre 2009 et 2014, la commune doit augmenter la fiscalité ménager de 22% en 2009.

En K€	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Evolutions recettes	535 196	581 815	586 746	592 438	600 746	609 378	618 322
Evolutions dépenses	463 956	476 903	490 214	503 899	517 970	532 436	547 310
Evolution épargne gestion	71 239	104 912	96 532	88 539	82 776	76 942	71 012

- Avec ce niveau de dépenses d'équipement, la Ville de désendette sur la période.

Annuité (solde excep. en 2008)	- 67 323	- 53 964	- 55 437	- 52 446	- 52 030	- 52 940	- 48 756
Epargne brute	52 553	81 724	74 023	70 946	65 680	60 067	54 075
Epargne nette	3 917	50 948	41 094	36 093	30 747	24 002	22 255

- En 2014, la Ville se trouve dans une situation financière équilibrée (capacité de désendettement de 6 années).

Evolution de l'encours de dette	17 736	- 30 069	- 16 527	- 9 580	- 4 314	1 299	7 291
---------------------------------	--------	----------	----------	---------	---------	-------	-------

Capacité de désendettement en année	7,3	4,3	4,6	4,6	4,9	5	6,1
-------------------------------------	-----	-----	-----	-----	-----	---	-----

ANNEXE – DEFINITION DES SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION

- ▶ **Epargne de gestion** : excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Ce ratio mesure l'épargne dégagée dans la gestion courante.
- ▶ **Epargne brute** : épargne de gestion diminuée des frais financiers de l'exercice. Elle permet de mesurer la capacité de la section de fonctionnement à dégager de l'excédent et donc à financer la section d'investissement.
- ▶ **Epargne nette** : épargne brute après déduction des remboursements de la dette.
- ▶ **Capacité de désendettement** : Nombre d'années nécessaire pour rembourser l'intégralité de l'encours de dette si toute l'épargne brute lui était consacrée